

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 123

Loi modifiant la Loi électorale

Première lecture

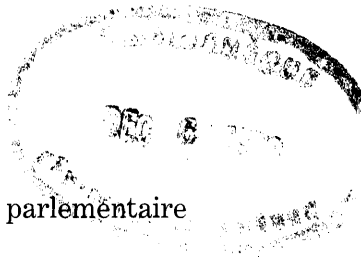
Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. ROBERT BURNS

Ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

NOTES EXPLICATIVES

Le projet vise à habilitier le Directeur général des élections à prendre les dispositions nécessaires à la préparation d'un registre des électeurs en vue de la confection d'une liste électorale permanente.

Il prévoit également que ce registre une fois mis au point, ne pourra être utilisé aux fins d'une élection que dans la mesure où d'autres dispositions législatives seront adoptées à cet effet par la Législature.

Projet de loi n° 123

Loi modifiant la Loi électorale

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi électorale (Statuts refondus 1964, chapitre 7) est modifiée par l'insertion, après l'article 13, des suivants:

«**13a.** Le Directeur général des élections est chargé de préparer un registre des électeurs en vue de la confection d'une liste électorale permanente.

À cette fin, il peut conclure une entente avec toute personne et requérir d'un ministère ou d'un organisme mandataire du gouvernement qui doit les lui fournir, les renseignements pertinents à la préparation du registre.

«**13b.** Le registre des électeurs visé dans l'article 13a n'a d'effet aux fins d'une élection et ne peut être utilisé que dans la mesure et selon les modalités expressément prévues par ailleurs par la loi.

«**13c.** Le personnel requis par le Directeur général des élections pour l'exercice de ses fonctions est, jusqu'au 1^{er} août 1979, nommé et rémunéré selon les normes, effectifs et barèmes établis par le Directeur général des élections et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Si la Loi de la fonction publique n'est pas alors applicable à un membre de ce personnel, elle lui devient applicable sans autre formalité.»

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.